

Le budget

Qu'a fait le gouvernement de ce consensus implicite qui s'était installé au sein de la population canadienne et de cet admirable mouvement de solidarité collective qui semblait s'en dégager? Il l'a bêtement laissé s'effriter en présentant un Budget qui, conçu de façon à ne pas créer trop de vagues, s'avère fort décevant. En quelque sorte, ce budget traduit l'impuissance du gouvernement canadien devant l'ampleur de la catastrophe qui affecte les finances publiques.

Après le problème du chômage, la question du déficit est l'une de celles qui préoccupe le plus les Québécois et les Canadiens. Le présent gouvernement a cherché à s'attaquer simultanément à trois objectifs: premièrement, favoriser la croissance économique; deuxièmement, juguler l'augmentation des dépenses publiques afin de réduire le déficit; et, troisièmement, la réalisation à tout prix des promesses formulées au cours de la campagne électorale. Ce faisant, le gouvernement est littéralement passé à côté des deux objectifs auxquels il aurait dû accorder le plus d'importance, à savoir la réduction du déficit et la création d'emplois.

Il semble que ce gouvernement n'a pas été en mesure d'atteindre ces deux cibles à la fois. En fait, au lieu de viser les problèmes, il a plutôt choisi de viser les citoyens eux-mêmes, et en particulier les plus démunis.

En effet, 60 p. 100 de la trop faible baisse du déficit prévue pour l'exercice 1995-1996 est attribuable aux nouvelles mesures qui réduisent les sommes allouées aux chômeurs. De plus, le gouvernement augmente le fardeau fiscal des gens âgés et élimine une exonération d'impôt qui bénéficiait à la classe moyenne.

Attardons-nous pour un moment sur la question du déficit structurel, lequel représente approximativement 3,5 p. 100 du produit intérieur brut. Le Bloc québécois, de même que bon nombre de Québécoises et de Québécois, sont convaincus que la source du déficit mirobolant du Canada est imputable aux structures mêmes de ce pays. Le fédéralisme ne peut exister sans l'inefficacité inhérente aux chevauchements multiples, au gaspillage d'énergie et à des politiques contradictoires.

• (1100)

En outre, le déficit structurel trouve sa source dans le gigantisme bureaucratique de l'appareil gouvernemental. Que fait le gouvernement dans le budget 1994-1995 pour améliorer les mauvaises méthodes de gestion qui existent et se perpétuent au sein de cet appareil? Que fait-il pour éliminer les gaspillages que le vérificateur général s'est évertué à dénoncer à moult reprises dans ses rapports successifs? Très peu de chose.

L'une des solutions mises de l'avant par le gouvernement est de couper les paiements de transfert aux provinces de 2 milliards de dollars, dont 466 millions en 1995-1996 et 1,54 milliard de dollars en 1996-1997. Bien sûr, le ministre des Finances se défend en disant qu'il injectera 800 millions de dollars pour financer de nouvelles approches en matière de sécurité sociale. Mais quelles sont ces nouvelles approches? Peut-il nous garantir qu'elles n'aboutiront pas, encore une fois, à l'immixtion du gouvernement fédéral dans les champs de compétence exclusive des provinces.

Il est inquiétant de constater qu'une des solutions retenues par le gouvernement est d'augmenter le fardeau fiscal des personnes âgées à revenu moyen et celui des contribuables de la classe moyenne en général. Comment justifier la décision de réduire le crédit en raison de l'âge? En tout, de 1994 à 1997, cette mesure entraînera une ponction de 490 millions de dollars dans les revenus des personnes âgées, alors qu'au même moment les contribuables à revenu élevé profitent encore d'abris fiscaux.

Dans un autre ordre d'idées, lorsque le Bloc québécois a proposé la relance du marché de l'emploi et la réduction du taux de chômage, il n'a pas demandé au gouvernement de pelleter, comme on dit, ses problèmes dans la cour du Québec et des autres provinces. La réforme de l'assurance-chômage ne favorisera ni une motivation au travail ni, bien entendu, une augmentation du nombre d'emplois disponibles. Elle créera, en fait, de nouveaux assistés sociaux.

Les hésitations du gouvernement sont inexplicables et inexcusables dans la mesure où nous sommes dans une situation où chaque minute perdue aggrave la situation des finances publiques et ajoute à la souffrance des individus et des familles qui subissent les affres du chômage et de la pauvreté.

Le gouvernement semble miser principalement sur le redressement de la situation économique pour renflouer ses coffres. Les expériences récentes nous ont appris à nous méfier de tels calculs. Nous aurions plutôt dû nous attendre à des mesures énergiques de la part de ce gouvernement, or il n'en est rien.

Le Mouvement Desjardins, la Caisse de dépôt et placement du Québec et le Conference Board prévoient tous que le taux de chômage tournera autour de 10 p. 100 en 1995. D'où vient donc le pourcentage, plus ou moins réaliste et franchement trop optimiste, de 8 p. 100 avancé par le gouvernement?

La lenteur de la reprise est essentiellement causée par une charge fiscale indue et par un taux de chômage inacceptable. Ne nous étonnons pas si la maison Gallup a pu constater en novembre dernier que la participation à l'économie souterraine se présente comme une solution acceptable pour 33 p. 100 des Canadiens et 42 p. 100 des Québécoises et Québécois.

Pour pallier le problème du sous-emploi, le gouvernement ne propose, aux Québécois et aux Canadiens, qu'un seul véritable programme, celui des infrastructures. C'est mieux que rien, mais ce n'est pas grand-chose et c'est loin d'être la solution à tous nos problèmes. Qui plus est, la courte vue avec laquelle ce programme a été conçu est affolante. En effet, il ne procurera que 45 000 emplois temporaires, et cela, dans des secteurs de l'économie plutôt pauvres en ce qui a trait à la valeur ajoutée, ce qui ne favorise en rien la compétitivité du Canada par rapport à ses concurrents internationaux. Les 437 000 chômeurs québécois sont en droit de se poser des questions sur la bonne foi de ce gouvernement.

Et pourtant, à un moment où tous les outils disponibles doivent être utilisés de la façon la plus efficace possible, le gouvernement ne semble pas comprendre que l'amélioration de la capacité de produire et d'exporter des milliers de PME à travers le Canada et le Québec constitue une avenue créatrice d'emploi et génératrice de richesse. Le gouvernement admet que deux